

Jean-François Gau
Le Parti de la gauche européenne
après son 3^e Congrès
Berlin – 23 mai 2011

Chers Amis,

La décision de la Fondation Rosa Luxemburg et de Transform ! Europe de prendre l'initiative de ce séminaire centré sur les problèmes posés à la gauche alternative en Europe dans sa diversité vient à point nommé. Il est évident, en effet, que les décisions prises récemment à l'échelle de l'Union européenne au nom notamment du « pacte pour l'euro plus » dont les conséquences sont calamiteuses pour le présent et qui engagent profondément l'avenir posent en des termes renouvelés la question de la mobilisation et du rassemblement des forces sociales et politiques européennes.

Le Parti de la gauche européenne met toutes ses forces au service de la construction de ce rassemblement social et politique dans l'objectif de construire une contre-offensive des peuples européens pour résister à ces décisions et défricher des alternatives.

C'est pourquoi je souhaite avant toute chose, en son nom, vous remercier vivement pour votre invitation à exposer ce que sont ses objectifs depuis son 3^e Congrès qui s'est tenu en décembre de l'an dernier à Paris.

Tout d'abord, il me faut rappeler brièvement ce qu'est le Parti de la gauche européenne. Ce parti européen est une réalité neuve puisqu'il n'a pas encore sept ans. Il est né d'un constat fait, à l'époque, par les partis qui ont pris l'initiative de le constituer : les Etats, les patronats, les syndicats, les mouvements sociaux coordonnaient déjà leur réflexion et leurs actions au niveau européen et les problèmes politiques posés aux peuples et aux pays avaient désormais une importante dimension européenne, mais les forces politiques qui se donnent pour but de résister aux politiques néolibérales et de proposer des alternatives en Europe, s'ils avaient certes réussi à réunir leurs élus européens dans un seul groupe clairement identifié au sein du Parlement européen, ne disposaient pas d'un tel espace politique. Le projet constitutif du Parti de la gauche européenne a donc été de construire un espace de travail, d'action commune et de solidarité avec cet objectif entre (je cite nos statuts) « partis socialistes, communistes, rouges-verts et autres partis démocratiques de gauche », des « organisations et partis politiques de gauche européens, indépendants et souverains, qui travaillent sur la base du consensus ».

Au cours de ces presque sept années, ce travail commun a commencé. Il s'est construit au travers de contacts réguliers qui ont appris aux partis membres et observateurs, divers dans leurs cultures, leurs traditions, les réalités politiques auxquelles ils sont confrontés, à mieux se connaître, se comprendre, à travailler ensemble. Ces relations se sont nouées dans les instances du Parti de la gauche européenne dont les débats et les décisions ont permis d'approfondir des points de vue communs ; dans l'élaboration de documents fondamentaux aux moments des congrès ou d'échéances importantes comme l'élection du Parlement européen ; dans la création de réseaux et de groupes de travail ; dans des campagnes ou des initiatives d'action communes ; lors d'Universités d'été organisées désormais chaque année ou des fêtes des différents partis ; au travers de relations suivies établies avec les forces progressistes d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, de luttes menées ensemble pour la justice

sociale et contre la précarité, pour la solidarité au peuple palestinien, pour la paix et contre l'intervention de l'OTAN et de l'Europe en Afghanistan ; et bien sûr à l'occasion de la bataille contre le traité constitutionnel européen en 2005 ou contre l'adoption du traité de Lisbonne – ces deux moments fondateurs, pourrait-on dire, de l'identité politique et idéologique du PGE. Enfin, sa capacité d'analyse et de réflexion s'est enrichie par la création d'une fondation avec le réseau Transform ! Europe.

Cette action lui a permis, années après années, d'accueillir de nouvelles forces. Aujourd'hui, le Parti de la gauche européenne compte ainsi 27 partis membres et 11 partis observateurs, de l'ouest comme de l'est de l'Europe.

C'est donc avec ce bilan encourageant que nous avons abordé l'échéance du 3^e Congrès. Celui-ci a fait l'objet de débats de près d'une année entre les partis membres et observateurs autour du document qui était mis en discussion et de l'appréciation que chacun pouvait formuler de l'efficacité de l'action du PGE. Ces débats ont débouché sur la conviction que la tâche à l'ordre du jour n'était pas seulement de continuer, mais de franchir une nouvelle étape : ce que nous avons appelé une nouvelle phase de développement de l'activité et du rayonnement du Parti de la gauche européenne.

Cette nouvelle étape était rendue impérative d'abord par la nécessité d'améliorations à apporter au fonctionnement et à l'activité du Parti de la gauche européenne. Il a été ainsi décidé, à partir de l'expérience de ces premières années de travail et des manques à gagner qui ont été mis en évidence, de donner un nouvel élan au travail collectif grâce à un fonctionnement renouvelé et une composition plus collégiale de la direction.

Comme le soulignait le nouveau président, Pierre Laurent, aussitôt après son élection, *« deux principes doivent nous guider. Premièrement, le respect de chacun de nos partis. Nous travaillons à égalité, à l'image de l'Europe que nous voulons. Deuxièmement, la transparence, la solidarité. Il ne saurait y avoir des partis qui sont « consultés » et d'autres seulement « informés ». Chaque parti a droit à la parole et le consensus est pour nous une manière non pas de bloquer la machine, mais bien de progresser ensemble vers ce qui nous unit le plus. Nous avons fait le choix de renforcer le travail collectif et collégial en nous dotant de quatre vice-présidents et le secrétariat, aussi, évoluera dans sa façon de travailler ».*

Depuis lors, de nouvelles règles de fonctionnement ont été instituées ou sont en cours d'élaboration pour la présidence, le secrétariat, le Bureau exécutif et les réseaux et groupes de travail qui permettent déjà une amélioration de leur activité et de leur efficacité dans le sens de cette collégialité et de cette transparence assumées.

Mais je ne veux pas m'étendre de façon excessive devant vous sur ces éléments « internes » – encore qu'ils soient, vous le comprenez, d'une grande importance. Car l'élément décisif qui a motivé cette décision de passer à une nouvelle étape de l'activité et du rayonnement du Parti de la gauche européenne a évidemment été extérieur à lui : il s'agit de la situation nouvelle qui s'est créée en Europe, des défis inédits devant lesquels elle place les peuples de notre continent et donc des responsabilités qui sont celles d'un parti européen se fixant les objectifs de résistance et de transformation que j'ai rappelés.

Permettez-moi ce citer de nouveau ce que soulignait avec force Pierre Laurent dans cette même intervention de clôture du 3^e Congrès :

« Nous sommes dans un moment historique, un moment clé pour l'avenir de l'Europe. Les développements de la crise capitaliste à l'échelle internationale – une crise systémique du modèle capitaliste financier mondialisé – sont en train de plonger l'Europe dans un engrenage régressif dramatique. Les logiques ultralibérales qui dominent l'actuelle construction européenne ont consacré la toute-puissance des marchés financiers. Et ces marchés en crise cherchent aujourd'hui à faire payer leur crise à tous les salariés de l'Union européenne. Il ne s'agit pas seulement d'une crise financière. C'est une crise globale, financière, économique, sociale, écologique, politique et démocratique. Ce sont tous les modèles de développement humain qui sont en cause. Aujourd'hui, les « réalistes » en Europe, c'est nous, ceux qui osent dire qu'il faut remettre en cause les logiques dominantes actuelles. Sinon, où irons-nous? Où ira l'Europe? Vers des plans d'hyperaustérité répétés, vers de nouvelles et plus graves encore crises financières, vers des remises en cause de plus en plus inquiétantes des libertés et de la démocratie. Il faut stopper cette machine infernale. Seule la levée d'un mouvement de masse profond des peuples pour une autre vision de leur coopération peut inverser la donne. »

Hélas, ai-je envie de dire, ces prévisions énoncées il y a six mois n'étaient pas des effets de tribune catastrophistes.

Car depuis lors sont intervenues les décisions prises lors du Conseil européen des 24 et 25 mars derniers sous les termes de « renforcement de la gouvernance » et de « pacte pour l'euro plus », qui constituent un véritable tournant.

Je m'explique. Nous ne découvrons pas en ce printemps 2011 la profondeur de la crise du capitalisme mondialisé, ni la nocivité des politiques conçues pour en faire payer le prix aux peuples et aux salariés, dont le traité de Lisbonne fournit le cadre. Mais ces décisions, prises dans un silence médiatique et politique total, ne constituent pas seulement une amplification aggravée de ces politiques. Il s'agit, je le redis, d'un tournant, que José Manuel Barroso, le président de la Commission, a qualifié de « *plus grand changement accompli par l'Union européenne depuis des dizaines d'années* ». Nous sommes en présence d'un ensemble de décisions structurantes destinées à interdire aux peuples de s'échapper de l'engrenage de reculs sociaux et d'explosion des inégalités dans lequel on veut les condamner pour toutes les années qui viennent.

Ces décisions ordonnent d'écraser partout les salaires, dans le public comme dans le privé, au moment même où les rémunérations des gros actionnaires et des grands patrons s'envolent ; de généraliser la précarité à tous les domaines d'activité ; d'allonger l'âge de départ en retraite, de réduire les prestations sociales et les niveaux de protection sociale ; d'imposer des cures d'austérité drastiques au nom de la « stabilité budgétaire » en procédant si besoin à un « ajustement structurel », selon la terminologie du FMI.

Ce qui est à l'oeuvre est un changement d'échelle dans la mise en oeuvre des politiques de régression sociale. C'est un coup de force inouï contre les souverainetés populaires puisque l'objectif est de constitutionnaliser tous les principes ultralibéraux et d'interdire pour des années le droit des peuples à changer de route. Ce qui est nommé le « paquet gouvernance » consiste en six dispositifs réglementaires instaurant une mécanique de mise sous tutelle des budgets nationaux, par des objectifs chiffrés de réduction des dépenses publiques, le contrôle en amont des finances publiques par le Conseil ou la Commission européenne, des recommandations contraignantes et des sanctions automatiques.

Je ne détaille pas plus, car je pense que je ne vous apprends rien.

La gravité de ces décisions est d'ores et déjà perçue comme telle par le mouvement social. On a ainsi entendu cette déclaration sans précédent du secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, John Monks, qui les a qualifiées de « *pacte pervers pour un niveau de vie plus bas, davantage d'inégalités et un travail plus précaire* » et qui a indiqué qu'il « *sera impossible à la CES de soutenir tout nouveau traité qui les contient* ». Une opposition confirmée lors d'une rencontre le 10 mai entre Pierre Laurent et John Monks et cette semaine par le Congrès d'Athènes de la CES.

L'heure est donc à la riposte unie pour faire échec à cette agression. Ce n'est pas un objectif utopique, tant cette offensive de régression sociale généralisée et d'atteintes aux souverainetés populaires est de plus en plus massivement rejetée. De grandes mobilisations ont d'ores et déjà eu lieu dans plusieurs pays : en Grèce qui a connu sa neuvième grève générale, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en France, en Angleterre, au Portugal, en Hongrie...

La responsabilité des forces de gauche est évidemment primordiale. Le Parti de la gauche européenne affirme pour sa part sa conviction qu'une contre-offensive politique de la gauche européenne et des mouvements sociaux est indispensable et sa détermination à y prendre toute sa part.

Pourquoi ces décisions ont-elles été prises ? Elles visent toutes, explicitement, à « rassurer les marchés financiers ». Pour sauver le système plongé dans la crise des banques et des institutions financières, les États ont en effet renforcé les marchés financiers au point de leur donner un pouvoir décisif. Leur domination dans les conditions des crises des dettes publiques, qui ne sont que la conséquence de ces politiques, ne laisse plus de place aux impératifs sociaux et à la liberté des peuples de choisir leur destin.

Ainsi, comme l'a souligné une déclaration du Parti de la gauche européenne adoptée le mois dernier, « *la période qui s'est ouverte est celle d'une alternative : ou bien la rupture avec toute ambition sociale et démocratique, dont les mesures du « pacte pour l'euro plus » fixent le cadre ; ou bien la rupture avec la domination des marchés financiers* ».

Nous considérons donc que cette caractéristique essentielle implique que cette contre-offensive politique mette l'accent sur trois exigences :

La première, c'est qu'il faut prendre le contre-pied de la finalité de régression sociale assignée à l'Union européenne par le « pacte pour l'euro plus » : exiger une réorientation complète des politiques européennes en exigeant que priorité soit donnée au développement social et à la solidarité.

La seconde, c'est qu'il faut avoir le courage de contester la raison d'être explicite de ces mesures, c'est-à-dire la décision prise par les États face à la crise du capitalisme mondialisé de renforcer les marchés financiers. Il s'agit donc de proposer des mesures concrètes permettant de s'émanciper de cette toute-puissance.

Enfin, la troisième exigence, face à cette entreprise générale d'enfermement des peuples dans un avenir infernal dont les lois, les institutions, les règlements les empêcheraient de se dégager, c'est de favoriser tout ce qui peut leur permettre de briser ce carcan, de créer des conditions qui fassent de l'implication des peuples, des citoyens et des acteurs sociaux l'élément décisif de l'élaboration, de l'évaluation et du contrôle des politiques européennes.

C'est avec cette conviction que nous souhaitons explorer toutes les possibilités d'actions

convergentes possibles avec toutes les forces sociales et politiques qui n'acceptent pas ce rouleau compresseur de l'austérité et de l'enchaînement des peuples. Nous avons ainsi tenu le 3 mai dernier, à Paris, un meeting qui a rassemblé Pierre Laurent, Alexis Tsipras et Maite Mola pour le Parti de la gauche européenne, les dirigeants du Front de gauche et des représentants du DGB, de la CGT, d'Attac-France et de la Fondation Copernic. Un meeting de même nature et de même ampleur avait eu lieu auparavant à Athènes. J'ai cité les rencontres avec la CES. Nous serons le 8 juin aux côtés d'Attac à Bruxelles qui rencontrera les groupes parlementaires européens. Et nous sommes conscients que cela n'est qu'un tout début car cette contre-offensive doit se construire dans la durée si elle veut se construire avec toutes les forces disponibles jusqu'à créer un autre rapport de forces en Europe, plus favorable aux intérêts populaires.

Nous sommes pleinement conscients des obstacles.

Le principal d'entre eux est bien sûr la détermination et la puissance des forces conjuguées du capital, des États et des forces néolibérales.

Mais un autre est la montée des extrêmes droites en Europe. Celles-ci continuent naturellement d'exploiter leur fonds de commerce raciste et xénophobe. Mais la détresse créée par la cruauté des mesures d'hyperaustérité, le ressentiment à l'encontre non seulement des dirigeants de l'Union européenne responsables de ces politiques mais de l'Union européenne elle-même, la perception de l'Europe et de la mondialisation comme des instruments d'écrasement des peuples renforcent considérablement le nationalisme, la conviction profondément erronée et dangereuse que la solution pourrait venir d'un repli sur soi, à l'intérieur de ses frontières, dans l'hostilité à ce qui est extérieur et étranger.

Il ne peut y avoir de victoire durable face à ces deux dangers que par un combat politique et idéologique exigeant permettant de mettre en lumière les véritables responsables de la situation actuelle que sont les dirigeants de l'Union européenne et des gouvernements dont la politique se résume à répondre aux exigences des marchés financiers ; par l'encouragement et la participation à toutes les mobilisations sociales, écologiques, pacifiques qui affirment la solidarité des travailleurs et des peuples contre leur mise en opposition ; et pour cela par un travail rassembleur et ouvert visant à surmonter les divisions qui persistent entre les forces sociales et politiques progressistes européennes.

C'est avec cet objectif que le Parti de la gauche européenne a proposé à son congrès de se saisir d'une nouvelle disposition créée par l'Union européenne, l'« initiative citoyenne », qui prévoit qu'une proposition soutenue par un million de citoyens européens permet d'ouvrir un débat public qui puisse déboucher sur une décision répondant à cette proposition.

Nous avons ainsi formulé une proposition qui pourrait être portée par une pétition réunissant un million de signatures dans l'Union européenne : en opposition frontale au « fonds de stabilisation financière » et aux plans d'hyperaustérité, demander la création d'un fonds de développement social et de solidarité. Le financement de ce fonds reposerait sur la taxation des mouvements de capitaux, la transformation des missions de la Banque centrale européenne et une augmentation du budget européen.

Le règlement de l'initiative citoyenne, qui n'était pas encore établi au moment de notre congrès, conduit à ce que le texte de la proposition que nous soumettrons aux citoyens européens ne pourra être examiné par la Commission qu'à partir de mars 2012 et que la collecte de signatures devrait en conséquence commencer en mai 2012, dans un an. Nous

avons donc décidé de mettre ce délai à profit pour informer sur notre proposition, pour commencer à mobiliser en sa faveur et pour prendre tous les contacts nécessaires afin que, le moment venu, elle soit prise à l'initiative du plus grand nombre de forces rassemblées pour assurer son succès. Naturellement, mais je pense que ce que j'ai dit jusqu'ici le montre, nous ne nous en tenons pas durant cette année qui vient à ce seul travail d'information et de discussions !

Permettez-moi donc de dire quelques mots sur ce que j'appellerais la « philosophie » de cette proposition. Il s'agit de tenter de concrétiser par une initiative militante et rassembleuse les trois exigences que j'ai énoncées pour animer une contre-offensive des peuples à l'échelle européenne :

Elle vise cet objectif par sa nature même : l'intervention citoyenne à l'échelle européenne, pour favoriser l'irruption des exigences des peuples dans le débat européen monopolisé par les puissances capitalistes et les tenants de l'ordre néolibéral.

Par la proposition qu'elle porte : la création d'un instrument inédit visant à impulser le progrès social et non plus l'austérité et la précarité de la vie. Le fonds de développement social et de solidarité que nous proposons serait destiné à offrir des prêts à taux très bas, voire nul, pour des investissements publics en faveur de l'emploi, de la formation, des services publics et de l'environnement.

Enfin, le financement de ce fonds répond à la troisième exigence de contestation de la domination des marchés financiers. Il serait assuré par le produit d'une taxe sur les transactions financières, ce qui correspond à une demande déjà ancienne des forces progressistes ; par des prêts à taux très bas, voire nul, de la Banque centrale européenne qui pourrait user de son pouvoir de créer de la monnaie ; enfin par une contribution substantielle du budget communautaire.

C'est dans plusieurs mois que nous devons rédiger au mot à mot la proposition que nous tenterons de faire prévaloir au moyen de l'initiative citoyenne. Nous avons donc le temps pour la préciser, l'affiner, la rendre populaire pour lui assurer un soutien maximum. Nous devons évidemment créer les conditions pour que sa formulation soit compatible avec le règlement édicté par l'Union européenne ; et ce n'est pas un obstacle infranchissable. Il sera également souhaitable de la rendre la plus concrète possible, par exemple en donnant quelques exemples des réalisations que ce fonds pourrait financer.

Cette initiative est inédite. Il est bien normal qu'elle suscite des interrogations, des doutes, voire des objections, y compris sur la possibilité de recueillir un million de signatures. Un premier argumentaire, sous la forme de huit questions et huit réponses a été rédigé pour tenter d'apporter quelques éclaircissements. Et, encore une fois, rien n'est bouclé. Le débat se poursuit et nous ferons en sorte que la proposition sur laquelle nous déboucherons rassemble le plus largement les partis membres de la Gauche européenne et toutes les bonnes volontés qui souhaiteront en être parties prenantes.

Le débat en la matière n'est pas principalement technique ; car les difficultés techniques pourront être surmontées. Il est politique. C'est celui de la contribution du Parti de la gauche européenne à la lutte des peuples européens, de leurs forces syndicales, associatives et politiques, des élus, des personnalités progressistes, des citoyennes et des citoyens pour une autre Europe et par conséquent du contenu de la proposition qu'il leur soumettra pour répondre à ce défi.